

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 11 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES BRESSE BOURGOGNE

Zone Portuaire Sud
71380 EPERVANS

Références : AC/MV/2022/C_137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement CARRIERES BRESSE BOURGOGNE implanté Bottière - Terreau Barignot - L'Aubépin 71270 PIERRE DE BRESSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES BRESSE BOURGOGNE
- Bottière - Terreau Barignot - L'Aubépin 71270 PIERRE DE BRESSE
- Code AIOT : 0005400521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société C2B exploite une carrière en eau de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Pierre-de-Bresse autorisée par l'arrêté préfectoral du 26/12/2012 pour 12 ans. Les matériaux extraits puis traités dans les installations voisines de la carrière sont principalement destinés à la fabrication de béton en centrale.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : eaux de surface et souterraines, déchets inertes d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Situation de l'établissement-garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.6.2	/	Sans objet
4	Situation de l'établissement-plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 8.4.1	/	Sans objet
7	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, articles 8.2.1.2 et 8.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation de l'établissement-bilans de production	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Situation de l'établissement-retrait d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.5	/	Sans objet
5	Règle d'exploitation du site- clôtures	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.3.3	/	Sans objet
6	Règle d'exploitation du site- piézomètres	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.3.4	/	Sans objet
8	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6.3	/	Sans objet
9	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, la carrière est correctement exploitée. L'inspection n'a pas relevé de graves manquements. Toutefois, la surveillance des eaux souterraines est à corriger par des mesures in situ et non en laboratoire pour certains paramètres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement-bilans de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Productions annuelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux (sables et graviers). La quantité totale de matériaux à extraire est de 2 645 000 tonnes. La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est limitée aux quantités suivantes : Années Production maximale en tonnes 2013 270 000 2014 265 000 2015 260 000 2016 255 000 2017 250 000 2018 245 000 2019 240 000 2020 235 000 2021 230 000 2022 225 000 2023 170 000 2024 0 La cote minimale d'extraction est de 167 m NGF. L'épaisseur maximum d'extraction est de 12 m (2,80 m de couverture et jusqu'à 9 m de gisement exploitable).
Constats : Les volumes de production bruts annuels des dernières années en tonnes sont: 2021 : 193 000 2020 : 47 000 (suite recherche archéologique) 2019 : 170 000 2018 : 208 000 2017 : 200 000 2016 : 185 000 L'exploitant déclare ses activités carrière sous GEREP depuis 2022 (déclaration 2021). Le gisement restant au 31/12/2021 est de 918 000 tonnes. Les volumes de production sont comptabilisés par pesée en continue à l'entrée des installations de traitement voisines. Le volume de production brut comprend 5 % de stériles non retenus par la drague (passages argileux et blocs) qui restent dans la zone d'extraction. La côte minimale d'extraction est de 169 m NGF selon le dernier plan d'exploitation de décembre 2021. L'épaisseur maximale d'extraction est de 11 m environ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation de l'établissement-retrait d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Les bords d'excavations des zones en cours d'exploitation sont à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Situation de l'établissement-garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Phase 3 : 103106 euros
Constats : Le dernier acte de cautionnement d'un montant de 167 580 euros est valide jusqu'au 26/12/2022. <u>Demande de compléments:</u> L'exploitant doit transmettre au préfet un acte de cautionnement pour le renouvellement des garanties financières couvrant la période du 26/12/2022 au 26/12/2024 d'un montant de 103 106 euros à actualiser avec le dernier indice TP01 connu et à réviser en fonction de la situation du phasage d'exploitation le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation de l'établissement- plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 8.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,• les bords de la fouille,• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes....), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,• les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité,• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le dernier plan d'exploitation a été relevé par l'agence Géomètres Experts le 22/12/2021 (plan au 1/2000). <u>Non-conformité:</u> le plan d'exploitation présenté ne comporte pas l'information suivante: les bords de fouilles. <u>Observations:</u> <ul style="list-style-type: none">- le repérage des piézomètres doit être mis en cohérence avec le repérage du plan annexe d'implantation des piézomètres (PZ1 à PZ6),- les zones exploitées dont le réaménagement définitif n'est pas finalisé doivent être précisées comme des surfaces en cours de réaménagement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Règle d'exploitation du site- clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade)
Constats : Une clôture en fils barbelés est présente autour de l'ensemble de la surface de la carrière. Des barrières permettent l'accès au site en différents points. Des panneaux interdisant l'accès et avertissant du danger sont régulièrement présents sur la clôture et au niveau des barrières. Le risque de noyade est également signalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Règle d'exploitation du site- piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant poursuit la surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant avec 6 piézomètres, dont un situé en amont hydraulique de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.
Constats : Un réseau de 6 piézomètres est présent et permet le suivi quantitatif et qualitatif de l'eau souterraine présente au droit du site dont: -PZ5 en amont, -PZ4 et PZ6 en aval immédiat, -PZ1, PZ2 et PZ3 en aval éloigné. L'écoulement de la nappe se fait en condition normale en direction du nord-ouest (vers le Doubs). Les piézomètres sont en bon état, capuchonnés et cadenassés selon l'exploitant (PZ5 vérifié lors de la visite).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, articles 8.2.1.2 et 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivis eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les piézomètres font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un suivi mensuel des niveaux; • de prélèvements semestriels (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux) portant sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> • température, pH, Eh (potentiel redox), conductivité, Oxygène dissous (mesures in situ) • hydrocarbures totaux, fer dissous, manganèse dissous, nitrates, phosphates, ammoniacque, acrylamide (monomère et ses dérivés) et carbone organique total (analyses en laboratoire) <p>Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.</p> <p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.</p> <p>SURVEILLANCE DES PLANS D'EAU:</p> <p>Les préconisations émises par l'organisme tiers expert en date du 24 juillet 2012 concernant la surveillance des plans d'eau sont mises en place.</p> <p>Une surveillance visuelle des signes d'eutrophisation des plans d'eau et de l'état des fossés périphériques est à réaliser dont les modalités et les fréquences sont fixées par l'exploitant à partir d'une procédure à mettre en place.</p> <p>En cas de développement important et brutal de grandes quantités d'algues lié à des cyanophycées, des analyses complémentaires seront réalisées sur le piézomètre situé le plus proche à l'aval du plan d'eau concerné (recherche des microcystines et de la chlorophylle a).</p> <p>Constats :</p> <p>Mensuellement, le chef de carrière mesure les niveaux d'eau dans tous les piézomètres.</p> <p>Les résultats sont archivés dans un cahier spécifique puis enregistrés dans une base de données informatisées.</p> <p>Deux fois par an des prélèvements d'eau dans les piézomètres sont effectués par l'exploitant (périodes de hautes et basses eaux). Les échantillons prélevés sont ensuite envoyés au laboratoire AL-West B.V. (groupe AGROLAB) accrédité pour un certain nombre de paramètres.</p> <p>Tous les paramètres demandés sont mesurés en laboratoire (sauf conductivité et Eh (potentiel redox) non mesurés).</p> <p>Tous les paramètres demandés : température, pH, Eh, conductivité et oxygène dissous ne sont pas mesurés in situ.</p> <p>L'exploitant archive les rapports reçus du laboratoire et enregistre les résultats dans un fichier central de suivi (depuis 2019).</p> <p>En comparaison avec l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de la qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, les paramètres mesurés dans les derniers rapports du laboratoire AL-West B.V. sont inférieurs aux</p>

limites de qualité indiquées dans l'arrêté précité.

Quatre fois par an, le chef de carrière effectue une surveillance visuelle du plan d'eau. Les résultats visuels sont consignés dans un registre informatisé.

Lors de la visite de la carrière, il a été constaté localement la présence d'algues filandreuses le long de berges. Selon l'exploitant, des phénomènes d'apparition d'algues sont constatés mais leurs extensions et leurs durées sont limitées. Il n'y a pas de signes de d'eutrophisation généralisée du plan d'eau.

Non-conformités :

- absence de mesures in situ pour les paramètres suivants : température, pH, Eh (potentiel redox), conductivité et oxygène dissous,
- absence d'interprétation ou de carte sur le sens d'écoulement de la nappe phréatique (selon les relevés saisonniers),
- absence de report des mesures des niveaux piézométriques dans le tableau de suivi des paramètres analysés,
- certains paramètres sont sous traités par AL-West B.V. à une filiale dont le nom et la qualification ne sont pas précisés dans les rapports d'analyses,
- absence de comparaison des résultats avec un référentiel réglementaire français permettant de détecter une anomalie ou une pollution (en particulier celui de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de la qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine),
- absence d'accréditation permettant à l'exploitant de respecter les normes en vigueur de prélèvements d'eau dans les piézomètres (norme AFNOR NF X31-615).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2012, article 2.6.3
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état final
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, le site doit être rendu conforme au plan joint au présent arrêté (annexe n°3). Les dispositions de remise en état comprennent, en particulier : <ul style="list-style-type: none">• la création d'un plan d'eau à vocation écologique et pédagogique,• 3 roselières :<ul style="list-style-type: none">• zone Nord : roselière avec chenaux (1 ha),• zone Ouest : roselière avec anse (1,5 ha) et zone de haut-fond (0,2 à 0,3 ha),• zone Sud : roselière linéaire (370 m, 0,5 ha) et vasière (2 ha),• 1 île de surface d'environ 1 ha,• 1 observatoire situé à l'Est. Le remblayage de la carrière est interdit, hormis en ce qui concerne les travaux de remise en état (zones de haut fond, berges...).
Constats : Les berges de la partie nord de la surface autorisée où l'exploitation est terminée ont été remises en état mais les zones de haut-fonds n'ont pas encore été plantées de roseaux (berges modelées et talutées avec des linéaires drainants). L'îlot n'est pas finalisé. Le merlon bordant la route départementale est présent et il est recouvert de végétations arbustives (aménagements paysagers réalisés dans le cadre des travaux d'aménagement préalables aux travaux d'extraction).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Prescription contrôlée</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après.</p> <p>Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.</p> <p>Constats : Absence de zones de stockage de déchets d'extraction dans l'emprise de la carrière.</p> <p>Les déchets d'extraction sont soit déposés au fond de la zone d'extraction en eau au fur et à mesure de l'extraction à la drague (dépôt définitif), soit réutilisés pour la remise en état des berges de manière coordonnée à l'exploitation sans stockage intermédiaire supérieur à 3 ans (terres de découverte du gisement).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets inertes d'extraction et terres non polluées daté du 09/09/2021 (correspondant à la dernière phase d'exploitation). Les lieux d'implantation des déchets précisés dans le plan de gestion correspondent aux zones à remettre en état par remblayage des berges.</p> <p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets générés par les installations de traitement à proximité de la carrière n'entrent pas dans le plan de gestion des déchets d'extraction de la carrière (à retirer du PdG des déchets), - la carrière n'ayant pas de zones de stockage de déchets inertes temporaires (> 3 ans), il n'y a pas d'éléments attendus sur la remise en état des zones ou installations de stockage de déchets inertes, - la remise en état de la carrière par remblayage avec tous les déchets d'extraction est une opération de valorisation de ces déchets (terres végétales, terres de découverte, refus d'extraction).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet